

# COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

Numéro 72

Mercredi 9 mars 1977

Prix : 1 F

## EDITORIAL

### Gauche, droite droite, gauche !

### Les travailleurs ne marcheront au pas, ni avec l'une, ni avec l'autre

**A**U soir du 20 mars, les partis de droite et de gauche auront comptabilisé leurs voix. Les travailleurs auront voté pour un maire, mais aussi pour les partis de la droite ou de la gauche. Ceux-ci ne manqueront pas de tirer les conclusions politiques du résultat de ces élections.

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas encore qui, de la droite ou de la gauche remportera ces élections, où même quelle sera la progression réelle de la gauche.

Quoiqu'il en soit, le problème politique posé depuis deux ans reste la possibilité pour la gauche d'accéder au pouvoir. Que des élections législatives anticipées aient lieu après les municipales, cela est aussi dans l'ordre des choses possibles. Mitterrand, Premier ministre, est une éventualité envisagée dès à présent par les états-majors politiques de droite comme de gauche et par une bonne fraction de la population.

Bon nombre de travailleurs veulent que cette gauche, et Mitterrand, viennent au gouvernement parce qu'ils en ont assez des Giscard-Barre et autres politiciens de la bourgeoisie, ils en ont assez des bas salaires, du chômage, de la hausse des prix. Mais ils doivent savoir dès à présent que si cette gauche vient au pouvoir, elle ne défendra pas réellement leurs intérêts.

D'ailleurs, quels engagements Mitterrand a-t-il pris pour changer les choses ? S'est-il engagé à satisfaire les revendications des travailleurs, à tout mettre en œuvre pour une augmentation générale des salaires, à lutter contre le chômage ? S'est-il engagé à juguler l'inflation sans que ce soit les travailleurs qui paient la note ? Non, bien au contraire, il s'appête à demander aux travailleurs de faire plus de sacrifices encore pour tenter de sortir... la bourgeoisie de la crise dans laquelle elle se trouve. Mitterrand se servira de la confiance que beaucoup de travailleurs ont aujourd'hui en lui pour leur faire accepter leur propre exploitation.

Cela n'est pas étonnant, car Mitterrand est un homme politique de la bourgeoisie. Sous la IV<sup>e</sup> République, il fit partie de onze gouvernements bourgeois. Comment maintenant pourrait-il mener une politique ouvrière ?

C'est dire que d'ores et déjà, dans l'éventualité d'une venue de la gauche au pouvoir, même si l'ensemble de la classe ouvrière a cru devoir faire confiance à des listes de gauche aux élections municipales préparant ainsi l'arrivée de la gauche au pouvoir, elle ne doit pas signer un chèque en blanc à Mitterrand. Il faut que ce dernier sache que même s'il est au gouvernement un jour, les travailleurs ne le laisseront pas mener n'importe quelle politique sans réagir, ils s'organiseront, lutteront pour l'augmentation générale des salaires, contre la hausse des prix, contre le chômage.

Alors n'attendons rien des élections municipales, ni des législatives ni des présidentielles. Moins nous avons d'illusions dans les promesses de changements électoraux, plus nous sommes forts. Sachons que seule notre conscience et notre détermination dans la lutte peuvent changer notre vie.

Alors ne laissons passer aucune attaque de la bourgeoisie contre notre niveau de vie, contre nos conditions de travail, sans réagir, sans nous préparer à lutter avec acharnement contre la dégradation de nos conditions de vie et contre le pouvoir colonial aux Antilles.

## Martinique, Guadeloupe

### UN PLAN D'ENSEMBLE DE LUTTES S'IMPOSE

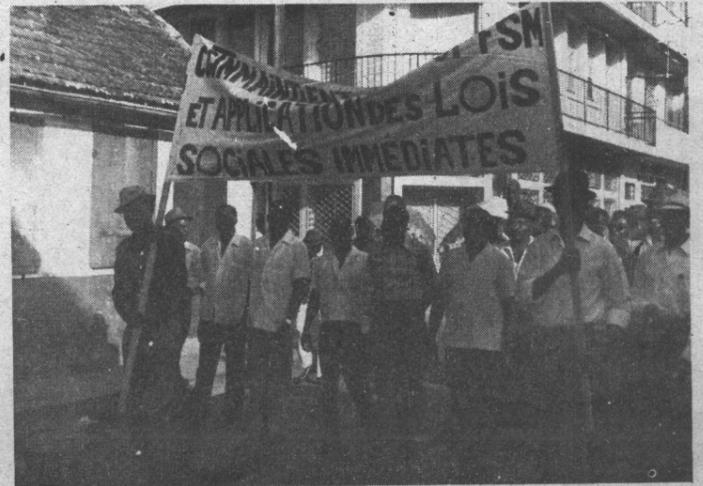
**D**EPUIS le mois de janvier, l'on assiste tant en Martinique qu'en Guadeloupe à un réveil de la combativité des travailleurs.

En effet dans de nombreux secteurs, (hôtellerie, santé, garages, sucreries) les travailleurs ont entrepris des luttes très dures et souvent longues. Certaines grèves telles que celle des ouvriers des garages et des sucreries en Martinique ont parfois duré plus d'un mois. Dans tous les cas ce sont des augmentations de salaire ou la réintégration de travailleurs licenciés qui étaient au centre des revendications avancées par les grévistes.

Certes, les travailleurs ont eu raison de se battre avec autant d'acharnement, même sur la base de leur propre entreprise. Et la meilleure preuve à cela, c'est que dans l'ensemble des cas, ils ont en partie obtenu satisfaction.

Mais les travailleurs ne pourront contraindre les patrons à céder sur leurs principales revendications qu'en se battant à l'échelle de toutes les entreprises dans un mouvement d'ensemble.

Faute de disposer d'un tel plan d'ensemble de lutte, les travailleurs martiniquais et guadeloupéens auront infiniment plus de mal à triompher des patrons. En circonscrivant la lutte de chaque catégorie de travailleurs à leur propre entreprise ou à leur propre secteur, les directions syndicales, UGTG, CGTG et CGTM ne



donnent pas à la classe ouvrière le moyen de s'en prendre aux racines véritables du mal que sont l'inflation et le chômage qui sévissent aux Antilles. Pourtant un tel plan d'offensive de la classe ouvrière peut être conçu dans la période actuelle en Martinique et en Guadeloupe autour des revendications unifiant l'ensemble des luttes :

- augmentation de salaire pour tous ;
- aucun salaire inférieur à 2 100 F par mois ;
- répartition du travail entre tous ;
- des terres à la disposition des ouvriers agricoles et des

chômeurs — avec les moyens matériels (machines - engrais) et financiers pour le développement d'une agriculture vivrière ;

— contrôle des travailleurs sur l'embauche et les licenciements.

Les travailleurs doivent compter avant tout sur eux-mêmes pour établir un tel plan d'offensive. Ils ne doivent pas attendre que leurs organisations syndicales se décident à le faire, car ils pourraient attendre longtemps. Ils doivent montrer qu'ils ne veulent pas accepter sans réagir la dégradation de plus en plus marquée de l'économie antillaise, dégradation qui se fait sur leur dos.

Georges RASSAMY

## Guadeloupe

### Le préfet pratique la corruption électorale

**U**N incident a éclaté à la mi-février entre le préfet Aurousseau et les conseillers généraux de gauche.

On apprenait, en effet, que le préfet s'est permis d'envoyer à différentes personnes de plusieurs communes — Saint-Anne, Capesterre, Saint-Claude etc... — des chèques accompagnés d'une lettre personnelle signée « Aurousseau ». On relève par ailleurs que des cadeaux ont été offerts par Madame Aurousseau à des familles sous prétexte de leur venir en aide.

Toute cette distribution d'argent se fait évidemment en utilisant des fonds publics. Il s'agirait, en particulier, des fonds qui avaient été envoyés en secours aux réfugiés lors de l'affaire de la Soufrière.

Cette distribution d'argent et de cadeaux à la veille des élec-

tions municipales ne peut être interprétée autrement que comme une tentative d'influencer le vote des électeurs.

Aurousseau pratique donc en grand la corruption électorale et tente d'acheter des électeurs au bénéfice des candidats de droite RPR et Républicains Indépendants.

Aurousseau utilise les fonds publics sans en avoir le droit. Utiliser l'argent qui ne vous appartient pas s'appelle du vol.

On lui connaissait beaucoup de talents : discoureur impénitent à la Radio, « volcanologue » responsable de l'évacuation malheureuse d'août 1976.

Aujourd'hui, il est de nouveau en vedette. Et une fois encore il est démasqué. Il jouait les bienfaiteurs. Il ne s'est révélé qu'un vulgaire « chasseur » de votes dans le Far-west électoral.

Les travailleurs et les organi-



sations ouvrières ne devraient pas tolérer de tels agissements du préfet. Il s'agit d'une forme de mépris pour ceux qui sont appelés aux élections de mars. Car en versant de l'argent dans l'électorat, le préfet contribue à en fausser les résultats. Aussi limité que soit le suffrage universel dans son caractère démocratique et dans sa portée, il ne faut tolérer ni fraude, ni corruption, qui en font encore plus une parodie de démocratie.

Georges RASSAMY.

# Guadeloupe, CET : les élèves du Moule ont donné l'exemple

**S**UITE à l'évacuation de la région de Basse-terre, plusieurs CET avaient été transformés en « centre d'hébergement » ou bien abritaient des établissements de la zone évacuée. La pagaille et l'incurie de l'administration avaient été portées à leur comble.

Mais, alors que, à partir du mois de janvier, l'administration claironnait que la situation scolaire redevenait normale, les collégiens se rendaient compte, cette année encore, que dans les CET, la situation dite « normale » n'était qu'un scandale.

Alors, une semaine avant les vacances de février, les élèves du Moule sont entrés dans le

mouvement.

Depuis le début de l'année, des professeurs enseignant des matières essentielles manquaient dans plusieurs sections (sanitaire et sociale, comptabilité). Il n'y avait pas non plus de matériel pour l'enseignement pratique et cela dans presque toutes les sections. Les élèves travaillaient dans des conditions scandaleuses.

Il ne s'agit pas de mendier des améliorations pour les écoles, ni de se fier aux simples promesses de l'administration. Les élèves du CET du Moule ont ouvert la voie. Ils sont de futurs travailleurs et refusent les CET-garderies. Ils veulent s'organiser contre la déchéance de l'ensei-

gnement technique voulu par l'Etat des patrons.

Organisés et représentés par un comité, les élèves ont distribué plusieurs tracts, ont tenu des réunions d'information à l'intérieur du CET. Pour faire entendre leurs revendications, ils ont aussi manifesté dans les rues du Moule.

Ainsi ils ont obligé les représentants de l'administration à les recevoir et à leur donner satisfaction au moins sur le remplacement des professeurs absents.

Mais au Lamentin, à Capesterre, à Grand-bourg de Marie-Galante, de graves problèmes restent encore sans solution. A l'exemple du Moule, là aussi les élèves devront se battre.



## MARTINIQUE

### GREVE DES ELEVES-INFIRMIERES



UN MOUVEMENT RICHE D'ENSEIGNEMENTS

● L'écho rencontré par la grève des élèves-infirmiers alors même que deux secteurs importants de l'économie (sucrieries et garages) étaient eux aussi en grève, est venu de la manière même dont ces jeunes travailleurs avaient organisé leur mouvement. En effet, leur grève n'a été à aucun moment contrôlée ou canalisée par une organisation quelconque, extérieure à eux. Du début à la fin de leur lutte, les grévistes se sont organisés eux-mêmes. Ils ont élu, dès le premier jour de grève, un comité de grève responsable devant l'ensemble des grévistes et chargé de diriger le mouvement, et leurs revendications, et les initiatives prises pour faire connaître ces revendica-

tions et leur volonté de les arracher, tout cela était décidé démocratiquement par l'ensemble des grévistes.

Ceux-ci ne se sont pas contentés de se battre uniquement pour la réintégration de deux de leur camarade exclus de l'école : en dénonçant non seulement les conditions dans lesquelles est assurée leur formation, mais aussi la façon dont les malades sont soignés à l'hôpital, ils ont su attirer la sympathie de la population.

Ce mouvement a réussi à gagner, bien plus que la réintégration des deux exclus, tout l'enseignement apporté par une grève organisée de façon démocratique et donc dynamique.

Marianne TIBUS.

## Un journal "Naïf" ou bourgeois

# Le naïf

**L**E Naïf, hebdomadaire nationaliste, n'hésite pas chaque fois que les travailleurs se mettent en lutte à s'ériger en censeur, à juger de très haut tous leurs actes et à leur distribuer généreusement la manne de ses conseils éclairés.

Ainsi la récente grève de l'école d'infirmiers lui a donné l'occasion de faire la leçon à ces futurs travailleurs que sont les élèves : prenez garde, leur disait-il, de vous laisser manipuler par les syndicats, et notamment la CGTM qui avance, disait-il, des revendications « assimilationnistes ».

Ainsi, Le Naïf reproche aux travailleurs de vouloir des améliorations de leurs conditions de vie et de se battre pour obtenir au moins les mêmes droits que les travailleurs français.

Ce journal de petits-bourgeois nationalistes qui se permet sans honte de porter un tel jugement sur les revendications posées par les travailleurs montre par là tout le mépris qu'il éprouve pour eux. Sans doute préférerait-il voir la classe ouvrière ne pas se battre pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, et se mettre tout simple-

ment à la remorque des aspirations nationalistes de ces messieurs du comité de rédaction du Naïf, qui, eux, n'en doutons pas, ont des revenus qui ne les mettent pas dans le besoin et bénéficient de tous les privilèges qu'ont la moyenne et petite bourgeoisie dans ce pays colonisé.

Mais Le Naïf ne s'en tient pas là. Il attaque aussi le GRS qui a le malheur de se déclarer trotskyste et de ne pas flatter ses penchants négristes. Et le voilà qui part en guerre contre ces vilains militants du GRS qui auraient lancé des insultes à l'adresse du très respectable Patrick John, Premier ministre de Dominique, dictateur féroce de son peuple, geôlier comme chacun sait, de Desmond Trotter.

Plus encore : Le Naïf va jusqu'à tirer son chapeau, au nom de la « démocratie », à l'Etat bourgeois et colonialiste anglais qui a condamné Desmond Trotter, et à mettre en doute l'innocence de celui-ci, car, dit-il, son « dossier était quelque peu accablant ».

Après cela, on le voit, les prétentions de ce journal ne manquent pas de sel !

M.T.

## GRÈVE DANS LA CANNE

**C**ELA fait plus de trois semaines que les travailleurs agricoles et les petits planteurs sont en grève et jusqu'à présent la plus grande incertitude règne sur l'issue du conflit.

### LES PETITS PLANTEURS

Ils refusent de livrer leurs cannes tant que le prix de la tonne ne sera pas fixé par le gouvernement. On parle de la fixation d'un prix provisoire qui serait de 102 F pour les planteurs qui produisent plus de mille tonnes et de 109 F pour ceux qui en produisent moins.

A l'heure où nous écrivons, l'UPG et la CGTG ont appelé à refuser ce prix et à ne pas livrer la canne.

### LES OUVRIERS AGRICOLES (coupeurs, ammareuses, charretiers)

Les syndicats CGTG, UTA, ont lancé le mot d'ordre de grève depuis le début du mois. La CGT réclame 15 % d'augmentation de salaire, et l'UTA 10 %. Les différentes réunions paritaires n'ont jusqu'à présent rien donné. Les patrons gardent une position très dure et ne veulent pratiquement rien céder.

Pour les petits planteurs comme pour les ouvriers agricoles, cette attitude méprisante et intransigeante des patrons n'est pas exceptionnelle.

Alors que les prix ne cessent d'augmenter : ceux des denrées de première nécessité, ceux du

matériel agricole, ceux des engrais indispensables, portant atteinte au niveau de vie des travailleurs agricoles et des petits planteurs, le gouvernement qui soutient les patrons, veut bloquer le prix de la tonne de canne et les salaires.

Mais l'expérience a suffisamment montré, prouvé aux paysans et aux ouvriers agricoles que c'est seulement par la lutte qu'ils pourront obtenir satisfaction dans leurs revendications. Tous les espoirs sont donc permis dans la lutte qu'ils mènent actuellement.

## DANS LES USINES A SUCRE

### GUADELOUPE :

#### Un lock-out inadmissible

● A la grève des ouvriers agricoles et industriels réclamant des augmentations de salaire et au refus des petits planteurs de livrer leur canne tant que le prix de 1977 ne serait pas connu et satisfaisant, les patrons des sucrieries ont répondu par le lock-out. Ce sont ainsi 600 ouvriers industriels qui sont mis au chômage forcé et privés de revenus. Les usines concernées sont Darbousier, Blanchet et Beauport. Et il est bien possible que Grosse-Montagne et Grande-Anse subissent le même sort. Ce fait est

inadmissible et constitue en lui-même un scandale. Les ouvriers industriels ne peuvent tolérer d'être ainsi privés de ressources pendant plusieurs semaines. Ils devront s'organiser pour riposter comme il se doit à l'offensive patronale et exiger d'être payés pendant les jours de fermeture des usines.

### MARTINIQUE :

#### Succès de la grève

Après plus d'un mois de grève, les ouvriers des sucrieries et distilleries ont

obtenu une augmentation de salaire de 13,5 % pour les salaires élevés et de 14 % pour les plus bas, alors que la revendication initiale était de 15,80 %. Les patrons eux offraient 8 %. C'est donc une victoire qu'ont obtenue les travailleurs en brisant l'obstination patronale.

Tout de suite après, les ouvriers agricoles ont obtenu eux aussi 13,5 % d'augmentation. Il y avait là le souci visible du patronat de ne pas compromettre la récolte qui a déjà un mois de retard sur les prévisions.

On peut dire en fin de compte que les travailleurs des usines ont gagné non seulement pour eux mais aussi pour les ouvriers agricoles.

## COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :  
Marie-Eugène ZOROR  
Adresser toute correspondance :  
ANTILLES :  
Gérard BEAUJOUR  
BP 214  
97110 POINTE-A-PITRE  
(GUADELOUPE)  
ou BP 386  
97204 FORT-DE-FRANCE  
(MARTINIQUE)

### TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :  
— ordinaires 1 an : 12 F.  
— sous pli fermé 1 an : 15 F.  
ANTILLES :  
— sous pli fermé 1 an : 15 F.  
ETRANGER : écrire au journal.  
Tous versements de fonds, abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIBRAC  
CCP 32 566-71 La Source

FRANCE :  
Combat Ouvrier  
BP 80  
93300 AUBERVILLIERS  
Impression  
GAG 822 48 70  
Epinay-sur-Seine  
Commission paritaire  
N° 51-728

# Quand le GRS encourage les illusions des travailleurs



Edouard Delépine, membre du GRS, candidat sur une liste « d'unité et d'action populaires ».

**L**E G.R.S. présente des candidats aux élections municipales en Martinique, au Robert, à l'Ajoupa-Bouillon où Jean-Elie est maire sortant, ainsi qu'en Guadeloupe à Saint-François, et soutient des listes présentées à Port-Louis et Anse-Bertrand par le groupe nationaliste « La Vérité ».

La première chose que l'on peut remarquer, c'est la propagande acharnée du G.R.S. sur le thème de l'unité, mais singulièrement avec les partis réformistes, PCM, PPM, PSM, ou nationalistes tel « La Vérité ». C'est ainsi que de nombreuses démarches furent faites auprès de ces partis pour la mise sur pied de listes communes, notamment à Basse-Pointe, au Robert et au Marigot. Cette unité, électorale bien sûr, est nécessaire, parce que, comme l'écrit le G.R.S. à propos de la Guadeloupe, « tout recul — même partiel — du mouvement ouvrier sera assimilé à une défaite du mouvement ouvrier guadeloupéen » (Révolution Socialiste, N° Spécial élections).

Voilà un langage qui est déjà connu des travailleurs, mais que l'on retrouve en général chez les partis réformistes.

Car cette unité avec les réformistes n'était possible — vu le rapport des forces — qu'en faisant le moins de critiques possibles sur la politique de ces partis, du moins c'est ce que pensa le G.R.S., et en mettant son propre programme dans sa poche, tout cela au nom de l'efficacité.

C'est ainsi que le G.R.S. mit au second plan son propre sigle d'organisation en appelant à la constitution de listes « d'unité et d'action populaires » au Robert ou « d'unité des travailleurs » « soutenues » par le G.R.S. à

l'Ajoupa Bouillon. Mieux, la campagne que fait le G.R.S. se fait sous le signe de la bonne gestion des affaires municipales. Jean-Elie, maire de l'Ajoupa Bouillon est allé jusqu'à parler dans une interview à Radio-Jumbo de « notre église », écart de langage — nous l'espérons — bien significatif des préoccupations du maire G.R.S.

Mais cette attitude se comprend mieux quand on lit les analyses du G.R.S. sur les élections et sur l'Union de la gauche : « En France, la bourgeoisie au pouvoir pare au plus pressé car elle sait l'Union de la gauche aux portes du gouvernement. Cette bourgeoisie comptait pouvoir trouver aux Antilles ses dernières cartouches pour barrer la route de Matignon à l'Union de la gauche. Mais la combativité des listes démocratiques les fait frissonner ».

Opportunisme quand tu nous tiens ! Voilà le G.R.S. qui chante les louanges des « listes démocratiques » de l'Union de la gauche !

Mais le G.R.S. se veut plus clair. Il affirme lui-même qu'il ne tient pas à se démarquer de la politique de la gauche et des illusions que celle-ci crée. C'est toujours Pago qui parle :

« Tout au long de ce numéro, nous expliquons en long et en large notre programme pour les municipales de 1977, notre volonté de contribuer à la défaite de la droite et notre ferme conviction que l'unité de tous les courants du mouvement ouvrier galvaniserait les énergies populaires et donnerait de meilleures chances de victoire ».

Incroyable ! Que veut dire unité de tous les courants du mouvement ouvrier ? N'est-ce pas une façon pour le G.R.S. d'annoncer

qu'il voudrait se rallier à cette Union de la gauche sur le plan antillais, parce qu'il estime proche la victoire de cette gauche en France ?

Que veut dire « des chances de victoires » dans un contexte électoral ? N'est-ce pas une façon de faire croire aux travailleurs qu'ils peuvent gagner quelque chose sur ce terrain-là ? Et le G.R.S. n'apporte-t-il pas sa petite pierre à la construction d'un mur d'illusions où les travailleurs vont se heurter le crâne ?

Le G.R.S. dans sa volonté de « figurer sans complexe aucun (!) au rang de partenaire crédible et unitaire de la gauche réformiste » en arrive même à en adopter ses expressions parlant de savoir « prendre nos responsabilités en face de l'agression de la réaction ».

Le plus triste ou le plus drôle dans toute cette histoire, c'est que les contorsions du G.R.S. pour s'appliquer à singer les partis de l'Union de la gauche n'ont pas réussi à le faire admettre par ceux-ci. Nulle part ni le PCM ni le PSM n'ont finalement accepté d'unité avec le G.R.S.

Sauf dans un cas : Schoelcher. Et là c'est la Ligue démocratique pour le renouveau de Schoelcher qui a fait chercher Mauvois pour diriger la liste qu'elle présentait. Le G.R.S. aura deux de ses membres sur cette liste dirigée par un membre du bureau politique du PCM. On a en quelque sorte fait une place de choix en tête de la liste à Mauvois et cela à travers la caution du G.R.S. qui a quelque influence sur la Ligue de Schoelcher. Cette unité-là, évidemment le PCM était tout prêt à l'accepter !

P. J-C

## BILAN DES DISCUSSIONS AVEC LE GRS SUR LES MUNICIPALES

● Des discussions ont eu lieu entre notre tendance et celle du Groupe Révolution Socialiste à propos de la présentation des listes communes aux municipales.

La discussion a fait ressortir d'importantes divergences et sur ce que représentent les élections pour les travailleurs et sur ce qu'on peut en attendre.

Le GRS nous a proposé un texte de déclaration que nous avons refusé de signer puisqu'elle contenait toute une politique électorale et propre à créer des illusions sur ce qu'on peut attendre des élections. Nous avons proposé alors au GRS un autre texte affirmant des positions qui sont celles des révolutionnaires marxistes sur les élections et sur la situation politique créée à la veille des élections.

Un autre texte devait être

écrit et discuté. Nous nous sommes rendus à la réunion prévue : le GRS était absent et ne nous a plus donné signe de vie.

En réalité, le GRS ne voulait pas discuter avec nous pour la présentation de listes révolutionnaires dans le plus d'endroits possibles, ce qui aurait permis à un plus grand nombre de travailleurs de montrer leur hostilité vis-à-vis de la droite, mais aussi leur méfiance à l'égard des partis de l'Union de la gauche.

Et sur le contexte politique général et sur ce que pouvait être une municipalité au service des travailleurs, nous aurions eu bien d'autres choses à dire que des partis de gauche.

Le GRS a préféré sacrifier une telle possibilité à une illusoire unité avec les partis réformistes.

Claude ROCHA.

## Listes révolutionnaires et listes "d'Unité Populaire"



Notre camarade, Maugée, pendant la campagne des législatives.

**N**OTRE tendance participe à la campagne électorale dans trois communes de Guadeloupe, Capesterre-Belle-Eau, Sainte-Rose et Lamentin ; en Martinique, il y a deux listes Combat Ouvrier présentes au Robert et au Lamentin.

Le fait que nous ayons pu constituer ces listes comprenant une forte majorité de travailleurs est déjà une première raison d'être satisfaites. Car la constitution de listes comprenant chacune vingt-sept personnes a dû être le fruit d'un long travail d'explication dans les communes. La majorité des travailleurs qui ont accepté de constituer ces listes avec notre tendance ne sont pas des militants, mais simplement des travailleurs qui connaissent les idées défendues par Combat Ouvrier quotidiennement dans leurs entreprises. Ils ont estimé que ces idées là devaient être défendues durant ces élections municipales.

Et pour le faire, nous n'avons

pas jugé utile comme tout un chacun à gauche ou même à l'extrême-gauche de camoufler ces listes en leur enlevant tout aspect révolutionnaire et d'en faire des listes qui postulent à une bonne ou une meilleure gestion des communes.

Nous ne croyons pas, quant à nous, que les travailleurs aient rien à gagner à une telle confusion. Que des tendances qui se prétendent révolutionnaires tentent de se faire passer pour des modérés ou même pour des réformistes pour ne pas faire peur ne peut rien apporter de bon aux travailleurs.

Ce n'est finalement qu'une manière d'éviter de combattre ouvertement la politique des partis qui trompent la classe ouvrière : PC, PS ou PPM. C'est une façon d'éviter d'expliquer en quoi ces partis trompent les travailleurs et quelle politique serait conforme à leurs intérêts.

Jacques BRUEL.

## GUADELOUPE :

# Les nationalistes, l'UTA et l'électoralisme

**D**EPUIS plusieurs années, les démissionnaires du GONG qui se trouvent à la tête de l'UTA-UPG, défendaient le principe de « l'abstention révolutionnaire ». Selon eux, non seulement il ne fallait pas participer aux élections, mais tous ceux qui s'y présentaient étaient des « malpropres », des « traîtres », etc.

Avec ces élections municipales, on peut dire que les nationalistes de l'UTA font, sinon une entrée fracassante sur la scène politique, du moins une incursion sur la scène électorale avec des pratiques capables d'en remonter à plus d'un vieux cheval de retour, en matière de marchandages. Visiblement, la méthode consiste à tenter de s'accrocher au char du candidat le plus influent, parmi ceux qui ont un programme suffisamment vague pour ne pas trop les gêner.

Un aperçu nous a été donné à l'occasion des récentes élections cantonales partielles de Capesterre. Sainton se présentait avec

le soutien des ex-démissionnaires du GONG. Mais ceux-ci, après quelques jours, sentant d'où venait le vent, s'en allèrent trouver De Lacroix, « la di r i té ka gonflé », suivant une expression qui leur est chère ! Par malchance pour eux, il n'y avait plus de place à table et De Lacroix le leur fit savoir clairement. Mais nos nationalistes, dont certains sont poètes, sont également capables de philosophie : ils le montrèrent en allant féliciter De La croix après sa victoire.

A Sainte-Rose, pour les municipales, les choses sont encore peu claires. On a opté pour la solution de présenter quelqu'un de neutre politiquement, mais jouissant d'une audience populaire dans la commune.

Les nationalistes qui dirigent l'UTA ne se sont nullement sentis gênés de rallier sur leur liste d'anciens acolytes de Lisette, homme de droite notoire.

On le voit, les démissionnaires du GONG sont entrés dans le jeu électoral « kon cochon adan la

boue ». Rien dans leurs pratiques ne les distingue, en électoralisme, des réformistes du PS ou du PC. Ils sont prêts à tout pour gagner une mairie, y compris, comme ils le font depuis longtemps, à mettre leur programme dans leur poche. En agissant ainsi, ils se vautrent dans le marais électoral comme les plus vieux habitués de la chose.

Etre électoraliste, ce n'est pas participer aux élections ; c'est le faire en croyant et en faisant croire que l'essentiel, c'est d'être élu ; et pour cela, avoir recours aux réflexes électoralistes : compromissions et autres combines visant à se présenter « sous le meilleur jour » aux yeux des électeurs les plus sensibles aux arguments électoraux.

Quant à nous, nous continuerons à être présents aux élections, mais pour y défendre ouvertement le programme révolutionnaire et combattre les illusions électoralistes.

SIDOINE.

# Les travailleurs des DOM en France

## DANS LES HOPITAUX

Sainte-Anne ;  
"Toujours en congé ou malade" :

### Licenciée !

Depuis cinq mois, Mme M. cherche à obtenir sa réintégration à l'hôpital Sainte-Anne. Tracts, pétitions, délégations n'ont rien donné. Stirn et Simone Weil sollicités «étudiant» le cas depuis novembre. Sans illusion aujourd'hui, Mme M. veut néanmoins que cela se sache parce que dit-elle : « Bien d'autres sont dans mon cas et continuent à se taire par peur d'être mal vus, mais le silence ne paie pas toujours ».

En septembre 1976, revenant de congé, Mme M... ne se trouve inscrite nulle part sur le cahier affectant aux différents services. S'inquiétant alors auprès de sa surveillante, Mme M... apprit qu'elle ne faisait plus partie du personnel... Les raisons, personne à ce jour ne lui en a officiellement données. Elle travaillait à Ste-Anne depuis juin 1974 en tant qu'élève infirmière. Souvent malade au cours de l'année scolaire 74-75, notre compatriote s'est vu refuser le droit de passer l'examen de passage de 1<sup>re</sup> en 2<sup>e</sup> année de formation professionnelle. Elle a dû redoubler l'année 75-76. Au cours de cette année elle est encore malade. A l'examen de passage en juin 1976, elle échoue avec 57,51 points sur 60 ; il en fallait 60 pour être reçue et 50 pour être repêchée. Elle s'est vue refuser l'examen de passage qui avait lieu en septembre. Le prétexte : « Stage non validé : toujours en congé ou malade ».

Et pourtant Mme M... écrit dans

une lettre à O. Stirn : « Je me suis trainée et ne me suis arrêtée que lorsque je ne tenais vraiment plus sur mes jambes ».

Quant aux congés, c'est là que le caractère scandaleux de ce licenciement est le plus évident.

Pendant cette année-là en effet Mme M... s'est vue imposer des congés parce que la surveillante générale n'appréciait pas ses cumuls pour un départ aux Antilles et entendait les résorber en partie. Cette même surveillante générale avait déjà fait des réflexions sur les congés des 36 agents antillais du service. Cette surveillante avait assuré notre

compatriote que ces congés forcés seraient sans conséquences sur son stage. Et ensuite on lui oppose un « trop souvent en congé », on la licencie comme élève puis comme agent hospitalier !

Il faut dénoncer ce licenciement car dans le même temps les hôpitaux manquent de personnel. Et c'est ce manque de personnel que l'on invoque pour refuser aux travailleurs antillais le choix de leur date de vacances, que l'on invoque aussi pour leur refuser dans certains hôpitaux toute mutation, toute démission.

### SALPETRIERE :

#### Les Antillais de la cuisine en lutte

Huit agents antillais de la cuisine où travaille près d'une centaine d'agents dont une majorité sont antillais, ont invité leurs camarades à une assemblée générale afin de décider une grève.

Un de leurs camarades, accusé de vol doit passer en conseil de discipline le 29 mars. Cette accusation illustre les conditions scandaleuses qui leur sont imposées. Les sanctions peuvent sur des agents surchargés de travail.

Le tract dénonce en effet le manque de personnel. Une grève

l'an dernier avait permis d'obtenir trois agents supplémentaires. Des départs et des licenciements ont annulé ce résultat. Actuellement certains agents occupent deux postes et il est impossible de prendre ses congés : un agent a 80 jours de repos supplémentaires à récupérer.

Les travailleurs de la cuisine demandent que soit augmenté le personnel. Ils s'organisent pour imposer que ne soit portée aucune sanction contre leur camarade le 29 mars. Ils ont raison. Seule la lutte paie.

## Congés aux Antilles :



## de plus en plus inaccessibles

Chaque année, à cette période se pose le problème des vacances d'été et, pour les travailleurs antillais en France, le rêve serait de passer ces congés aux Antilles.

Air France a exploité au maximum ce désir impérieux et les organismes qui ont, à une époque, essayé de faciliter les voyages des travailleurs antillais et réunionnais vers les DOM-TOM, augmentent de plus en plus les critères de sélection.

Ainsi, l'inscription doit se faire très tôt, en général vers mars-avril pour un voyage en juillet-août, et elle n'est pas définitive, les délais de réponse variant selon le prix (ainsi à l'AMITAG le délai est de 2 à 3 semaines pour 2230 F et de 1 semaine pour 2275 F). Cette inscription ne deviendra définitive qu'au moment du paiement qui, lui, devra s'effectuer au minimum un mois et

demi avant le départ, en espèces ou par chèque certifié.

Les tous derniers renseignements font état d'une augmentation de 5% sur les tarifs de 1976 à compter du 1<sup>er</sup> avril 1977 — au CASODOM, la cotisation d'adhésion de 40 F qui était perçue par famille devient 70 F par adulte voyageant, même si ce famille.

Donc, un travailleur envisageant de se rendre en vacances en juillet-août, devra prévoir sa date de vacances depuis février-mars au plus tard, disposer de suffisamment d'argent liquide pour payer son voyage.

Au lieu de prévoir des places en nombre suffisant, Air France et les organismes qui en dépendent préfèrent renforcer leurs critères de sélection, écartant de cette façon les travailleurs à revenus modestes.

## DANS LES PTT

### Le cumul remis en question

Un nouveau décret portant sur les congés des originaires des « DOM-TOM » est sur le point de voir le jour. Ce projet supprime la possibilité de cumul sans toutefois modifier la période de cinq ans. L'employé antillais, réunionnais aurait droit tous les cinq ans au voyage payé pour un congé d'un mois assorti d'un mois de bonification. Il se verrait dans l'obligation de prendre chaque mois un mois de vacances sur place.

Aucun antillais des PTT ne peut voir ce projet d'un bon œil : car s'il est vrai que le cumul n'est plus une solution dans la mesure où ces travailleurs se privent de

congé pendant cinq ans pour bénéficier d'un long séjour au pays, ce n'est pas par souci de leur santé que l'administration a sorti ce projet. Une fois de plus elle évite le problème. Et ce problème, c'est celui des moyens financiers qui pourraient permettre aux antillais de partir en vacances là où ils le désirent, chaque année.

Et c'est parce que souvent ces travailleurs ne peuvent se payer de vacances chaque année, surtout quand ils ont des enfants, qu'ils préfèrent cumuler plutôt que de croupir pendant un mois dans leurs logements parisiens ou banlieusards.

### DES FLICS ANTILLAIS RACISTES

Vendredi 28 février, au guichet du métro Barbès, c'est la cohue habituelle. Trois flics dont deux Antillais sont aux aguets. Un groupe de Nord-Africains s'avance. Ils sont interpellés par les flics. C'est alors la scène devenue familière aux usagers du métro parisien : contrôle des papiers avec l'arrogance réservée aux travailleurs émigrés, Arabes en particulier.

Et voilà que l'un des flics attrape au collet un des Nord-Africains et le bouscule.

Cet épisode pour choquant qu'il soit d'ordinaire n'a pu qu'écoeurer davantage car le flic raciste en question était un Antillais.

Ce geste raciste, accompli par des flics antillais à l'égard de travailleurs arabes prouve à quel point cette police qu'ils ont accepté de servir a réussi à les modeler, à les gangrener : colonisés, eux-mêmes en butte au racisme, ils défendent sous l'uniforme ce racisme avec une hargne qui ne le cède en rien à celui des autres flics français.

## Dans le monde

### La contestation en Europe de l'Est

La contestation en Europe de l'Est semble avoir pris de l'ampleur ces derniers mois. En URSS, les oppositionnels, pour la plupart des personnalités, savants, écrivains, ont décidé de mener une campagne sur les libertés démocratiques. En Tchécoslovaquie, une centaine d'intellectuels et d'hommes politiques réclament dans un manifeste, la charte 77, que les droits démocratiques soient respectés dans leur pays. En Pologne, il existe également une contestation d'intellectuels. Mais celle-ci s'alimente de quelque

chose de plus grave, à savoir les luttes ouvrières de juin 76.

Dans tous ces pays, la contestation n'a pas le même sens. En particulier, elle diffère en URSS et dans les démocraties populaires. De plus, elle recouvre différents courants. Mais aucun d'entre eux ne se réclame de la classe ouvrière. Pour les uns, il s'agit de rétablir les libertés démocratiques par le retour à une démocratie bourgeoise de type occidental, pour d'autres, par une libéralisation du régi-

me bureaucratique.

Malgré les limites de ces contestations, nous, révolutionnaires communistes, soutenons les oppositionnels d'Europe de l'Est qui revendiquent les libertés démocratiques et sont en butte à la répression bureaucratique.

Toutefois, nous savons que, dans ces pays comme partout dans le monde, la seule vraie démocratie est la démocratie prolétarienne et qu'elle passe par la construction de véritables partis ouvriers révolutionnaires.

### Les mésaventures d'Amin Dada

Amin Dada est de nouveau sur la sellette pour avoir tenté de s'en prendre à des ressortissants américains en poste en Ouganda. Carter et la Maison-Blanche lui ont adressé un ultimatum auquel il n'a pu que céder, évitant ainsi de commettre quelques crimes.

Mais tous ceux qui, aujourd'hui, s'élèvent contre la « barbarie » de ce maréchal parce qu'ils sont directement visés, que faisaient-ils et que font-ils encore quand des ethnies entières de l'Ouganda sont décimées par la répression, quand Amin Dada fait assassiner par milliers

dans ses prisons comme il le fait depuis son arrivée au pouvoir le 25 janvier 1971.

Ce n'est pas un hasard si, malgré tous les témoignages sur la répression féroce en Ouganda, la commission des droits de l'Homme des Nations unies refuse de condamner le dictateur. Ces mêmes impérialistes qui crient au scandale quand on touche à l'un des leurs sont les soutiens de ce régime. C'est justement à travers des dictateurs sanglants, formés à leur école, tels Amin Dada, qu'ils maintiennent leur domination sur les pays sous-développés.